

Le tram, gagnant des économies surprises du canton de Vaud



Pascal Broulis, patron des Finances vaudoises. En moyenne, les investissements annuels du canton de Vaud avoisinent les 300 millions.
ARCHIVES

► **Finances** Le canton investira 500 millions de plus ces prochaines années

► **Mobilité, énergie solaire et industrie** sont privilégiés

Mathieu Signorelli

Pascal Broulis et le gouvernement vaudois étaient au pied du mur. Sous pression de toutes parts, tant à gauche qu'à droite, le ministre des Finances et ses collègues étaient obligés d'investir 500 millions. C'est-à-dire exactement le demi-milliard que l'Etat avait prévu de verser ces prochaines années à la péréquation intercantonale, ce pot commun des cantons. Mais on a appris en juillet que le montant à payer était en réalité de 28 millions de francs (LT du 18.08.2011).

Annoncés ce vendredi, les investissements proposés par le Conseil d'Etat vont de la mobilité aux crèches, en passant par les énergies renouvelables et l'industrie. La gauche aurait voulu davantage (lire ci-contre). En moyenne, les investissements annuels du canton de Vaud avoisinent les 300 millions. Le chiffre restera le même pour les cinq ans à venir, mais sera complété à chaque fois par une partie des 500 millions.

Le Conseil d'Etat ne propose toutefois pas de projets nouveaux.

Cet argent permettra d'en anticiper les plus importants. Le Grand Conseil les entérinera avant 2012. Tour d'horizon d'un gâteau gigantesque promis à tous les appétits.

■ **Infrastructures et mobilité: 325 millions**

Ce sont les infrastructures et la mobilité qui se taillent la part du lion: 325 millions sur 5 ans. Chaque année, 80 à 100 millions sont investis dans ce domaine. «Un ballon d'oxygène bienvenu, au moment de concrétiser nos ambitieux projets d'agglomération», estime le ministre vert François Marthaler, à la tête des Infrastructures cantonales.

Deux cents millions paieront l'infrastructure du tram Lausanne-Renens, en projet depuis plusieurs années. Aucun financement n'est prévu à ce stade pour le M3, le troisième métro imaginé à Lausanne. «Son financement n'est pas encore clair», explique Pascal

Broulis. Mais 600 000 francs sont débloqués pour des études.

Le train, dont notamment le Réseau Express Vaudois (REV), bénéficiera aussi de cet argent. Les projets de bus à haute valeur ajoutée, c'est-à-dire en site propre, recevront 25 millions de francs.

«Cet effort important intervient après une longue période de léthargie dans ce domaine, souligne François Marthaler. Notre région bénéficie d'un dynamisme remarquable, mais elle accuse un retard considérable par rapport à Zurich ou Bernne.»

■ **Energies renouvelables: 100 millions**

Alors que le canton a annoncé en juin vouloir mettre les bouchées doubles en matière d'énergie éolienne, c'est désormais aussi le solaire qui sera mis en avant. Le Conseil d'Etat prévoit 100 millions dans les économies d'énergie et les renouvelables.

■ **Industrie: 50 millions**

A côté de cela, 50 millions pour l'industrie et l'innovation. «Il faut créer de nouvelles filières», plaide Pascal Broulis. Il s'agit de soutenir la création d'entreprise, mais aussi de faciliter la réinsertion professionnelle. Ce qui permettra des économies à l'Aide sociale. «Ces 50 millions sont une somme importante pour notre canton, mais minime par rapport à la masse salariale», note Pascal Broulis.

■ **Crèches, logement et formation: 25 millions**

Restent encore 25 millions. Puisque le fonds de la protection de la jeunesse est «insuffisant», 10 millions soutiendront la création de nouvelles places en crèches et en garderies. Dix millions serviront à faciliter les prêts nécessaires aux communes pour le logement. Enfin le développement des places d'apprentissage – en danger en période de crise – bénéficiera de 5 millions.

Des partis globalement satisfaits

► **La gauche aurait voulu que 2 milliards soient débloqués**

Tous bords confondus, les partis vaudois sont globalement satisfaits des 500 millions déboursés par le Conseil d'Etat, malgré de vives critiques à gauche. Socialistes et Verts en auraient voulu 2 milliards. «Le signe politique est

bon, mais insuffisant face aux enjeux actuels. Rien n'est prévu pour le pouvoir d'achat et la crise du logement», note Cesla Amarelle, présidente du PS. Pour Yves Ferrari, président des Verts, «cela montre que ces investissements étaient un besoin. Ce n'est pas le moment de diminuer les impôts.»

Le Parti libéral avait demandé mardi une réduction d'impôts de 160 millions de francs. Il n'est pas

question de faire machine arrière, souligne le député Guy-Philippe Bolay: «Le Conseil d'Etat utilise ici des moyens mis de côté, des montants uniques. Annuels, les impôts recouvrent largement le budget de fonctionnement.»

Chef du groupe UDC au parlement, Pierre-Yves Rapaz se réjouit aussi des annonces. «Mais je crains que l'accent ne soit mis fortement sur les agglomérations.» M. Si.